SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

(N°. 123.)

ORDONNANCE,

Qui règle le service des diverses dépenses générales qui sont à la charge des villes et communes.

(Indicateur gén. N°. 3988. — 1825. — 2°. Divis.)

Luxembourg, le 22 novembre 1825.

La Députation des États du Grand-Duché de Luxembourg,

Voulant introduire plus de régularité et d'exactitude dans le service des diverses dépenses générales qui sont à la charge des communes, simplifier les écritures des fonctionnaires et comptables chargés d'y concourir, et faciliter aux Receveurs communaux les versemens à faire de ce chef;

Vu l'arrêté de S. Exc. le Ministre des finances du 23 février 1824, n°. 71/442, concernant l'intervention des fonctionnaires du trésor dans cette comptabilité;

Celui du 11 mai suivant, n°. 58/1007, contenant des dispositions spéciales pour les frais d'entretien des mendians dans les dépôts;

Et les instructions de S. Exc. le Secrétaire d'État, des 8 mai 1824, n°. 166/v, et 24 septembre suivant, n°. 376/v, sur la comptabilité de l'abonnement au Journal officiel du royaume;

(N°. 123.)

Verordnung,

welche den Dienst der verschiedenen allgemeinen Ausgaben, womit die Städte und Gemeinden belastet sind, regulirt.

(Allgem. Nachw. N°. 3988. — 1825. — 2te Abtheilung.)

Lützemburg, den 22 November 1825.

Die Deputation der Stände des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Da Sie mehr Regelmäßigkeit und Genauigkeit in den Dienst der allgemeinen Ausgaben, womit die Gemeinden belastet sind, bringen, die Schriften der Beamten und Rechnungspflichtigen, die dazu beizutragen beauftragt sind, vereinfachen, und den Communal-Empfängern die deßhalb zu bewerkstelligenden Einschüsse erleichtern will;

Nach Einsicht des Beschlusses Sr. Exz. des Ministers der Finanzen, vom 23sten Hornung 1824, N°. 71/442, in Betreff der Dazwischenkunft der Beamten des Schatzes in diese Comptabilität;

Jenes vom 11ten darauf folgenden May, N°. 58/1007, welcher besondere Verfügungen für die Unterhaltskosten der Bettler in den Bettelhäusern enthält;

Und der Instruktion Sr. Exz. des Staats-Sekretairs, vom 8 May 1824, N°. 166/v, und vom 24 darauf folgenden September, N°. 376/v, über die Comptabilität des Abonnements auf das offizielle Journal des Königreichs;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Ordonne ce qui suit :

ART. 1er.

A partir de 1826 et avant l'ouverture de chaque exercice, il sera formé par la Députation un état approximatif des sommes à payer pendant l'année par les villes et communes, pour les abonnemens au Journal officiel et au Mémorial administratif, les frais d'impression, les timbres des registres de l'état civil, les indemnités accordées aux vaccinateurs, le salaire des messagers des commissariats de district, les frais d'entretien des indigens dans les dépôts de mendicité, et autres dépenses de même nature, s'il s'en trouve.

ART. 2.

Cet état sera notifié aux administrations locales par la voie du Mémorial administratif. Aussitôt après la réception, chacune d'elles ordonnera à son Receveur de verser la somme qui lui est assignée, à la caisse de l'un des Agens du caissier général de l'État dans la province, sous l'imputation de *fonds pour dépenses communales*, *exercice* 18

ART. 3.

Après avoir effectué le versement, et au plus tard le 1er. février, le Receveur remettra le récépissé de l'Agent au Bourgmestre avec un bordereau sur timbre, conforme au modèle n°. 1 ; il recevra en échange un certificat de dépôt, modèle n°. 2, valable jusqu'au renvoi du bordereau quittancé.

ART. 4.

Les Bourgmestres des communes rurales transmettront les bordereaux et récépissés sans aucun retard à leurs Commissaires de district ; ceux-ci et les Bourgmestres des villes en feront l'envoi

Verordnet, was folgt :

Art. 1.

Von dem Jahr 1826 an gerechnet, und vor der Eröffnung jedes Jahrs, wird von der Deputation ein annäherndes Verzeichniß der Summen angefertigt werden, welche von den Städten und Gemeinden für die Abonnement's auf das offizielle Journal und das Verwaltungs-Memorial, für Druckkosten, das Stempelpapier für die Register des Civil-Standes, die den Einimpfern bewilligten Entschädigungen, für den Lohn der Boten in den Commissariaten der Distrikte, für die Unterhalts-Kosten der Dürftigen in den Bettelhäusern und für andere Ausgaben von derselben Natur, wenn deren vorhanden sind, während dem Jahr zu bezahlen sind.

Art. 2.

Dieses Verzeichniß wird den Lokal-Verwaltungen durch das Verwaltungs-Memorial notifizirt werden. Gleich nach dem Empfang soll jede derselben ihrem Empfänger befehlen, die ihm angewiesene Summe in die Kasse eines der Agenten des General-Kassirers des Staats in der Provinz zu versiren, und zwar unter der Anrechnung der für die Communal-Ausgaben des Jahrs 18 angewiesenen Gelder.

Art. 3.

Nachdem der Empfänger diese Einschüsse, die spätestens den 1sten Hornung Statt haben müssen, gemacht haben wird, soll derselbe dem Bürgermeister den Empfangschein des Agenten, nebst einer auf Stempelpapier geschriebenen Nachweise, die dem Muster N°. 1, gemäß seye, einhändigen ; er soll dagegen ein Attest über diese Hinterlegung, nach dem Muster N°. 2, erhalten, welches bis auf die Zurücksendung der quittirten Nachweise gültig ist.

Art. 4.

Die Bürgermeister der Land-Gemeinden sollen die Nachweisen und die Empfangscheine unverzüglich ihren Distrikts-Commissarien zuschicken ; diese, wie auch die Bürgermeister der Städte, sollen diese Schriften dem Provinzial-Gouvernement den 15

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION

au gouvernement provincial le 15 du même mois, de la manière qui leur a été prescrite par circulaire du 17 février 1825. Lorsque les bordereaux auront été quittancés par le Gouverneur, ils seront renvoyés aux Receveurs par la même voie.

ART. 5.

Si quelque Receveur négligeait de se conformer à l'art. 3 dans le délai y fixé, il y sera contraint suivant les dispositions de l'ordonnance du 28 mai 1819, Mémorial n°. 23. Néanmoins, s'il n'existait pas des fonds en caisse et que cet état de choses ne résultât point de la négligence du Receveur, l'on se bornerait à prendre les mesures convenables pour procurer à la caisse communale les fonds nécessaires, afin que le versement pût ensuite s'effectuer le plutôt possible.

ART. 6.

Il sera ouvert au gouvernement provincial un registre indiquant les sommes à payer par les villes et communes d'après l'état mentionné à l'art. 1^er.; l'on y inscrira leurs contingens dans les diverses dépenses qui font l'objet de la présente, à mesure que le montant exact en sera connu. A la fin de l'exercice on établira la situation de chacune d'elles, et l'ensemble de ces renseignemens sera publié par insertion au Mémorial. Le boni ou le déficit résultant, fera l'un des élémens de l'état approximatif des sommes à payer pour l'année suivante.

ART. 7.

Pour tous payemens à faire sur les fonds versés dans les caisses publiques en vertu de l'art. 2, le Gouverneur délivre des mandats sur l'administrateur provincial du trésor et lui en donne avis. Ces mandats dûment acquittés par les parties

dieses Monats, auf die ihnen durch das Rundschreiben vom 17 Hornung 1825 vorgeschriebene Art übermachen. Wenn die Nachweisen von dem Gouverneur werden quittirt worden seyn, werden sie den Empfängern auf demselben Weg zurückgeschickt werden.

Art. 5.

Sollte irgend ein Empfänger vernachläßigen, sich nach dem 3ten Artikel und der darin festgesetzten Zeitfrist zu richten, soll er dazu nach den Verfügungen der Verordnung vom 28 May 1819, Memorial, N°. 23, gezwungen werden. Sollten jedoch keine Fonds in der Kasse existiren, und dieser Zustand der Dinge nicht von der Nachläßigkeit des Empfängers herrühren, hat man sich darauf einzuschränken, die dienlichen Maßregeln zu treffen, um der Communal-Kasse die nöthigen Fonds zu verschaffen, damit alsdann die Einschüsse sobald möglich bewerkstelligt werden können.

Art. 6.

Es wird in dem Provinzial-Gouvernement ein Register eröffnet werden, welches die, von den Städten und Gemeinden, nach dem im 1sten Artikel gemeldten Verzeichniß, zu bezahlenden Summen anzeigt; man wird ihre Contingente in den verschiedenen Ausgaben, welche der Gegenstand der gegenwärtigen Verordnung sind, so wie der genaue Betrag derselben bekannt seyn wird, in dasselbe einschreiben. Am Ende des Jahrs wird man die Lage einer jeden derselben festsetzen, und alle diese Auskünften werden durch das Verwaltungs-Memorial publizirt werden. Die Summe, die einer Gemeinde zu gut kommen sollte, oder die sie noch zu bezahlen hat, soll eines der Elemente des annähernden Verzeichnisses der Summen werden, die für das folgende Jahr zu bezahlen sind.

Art. 7.

Der Gouverneur fertigt für alle Bezahlungen, welche aus den, Kraft des 2ten Artikels in die öffentlichen Kassen verfirten Fonds gemacht werden sollen, auf den Provinzial-Verwalter des Schatzes Mandate aus, und giebt ihm Nachricht davon. Diese, von den empfangenden Partheien gehörig

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION

prenantes sont échangés chez l'Administrateur contre des assignations au porteur, payables chez les Agens du caissier général de l'État.

ART. 8.

Pour l'abonnement au Journal officiel, le mandat de paiement sera délivré au nom du Greffier des États provinciaux, qui, au lieu de toucher les fonds, prendra un récépissé de l'Agent du caissier général, pour être transmis à S. Exc. le Secrétaire d'État, conformément aux instructions visées dans le préambule.

ART. 9.

Lorsque la comptabilité d'un exercice sera définitivement close, l'Administrateur du trésor présentera en double le compte de sa gestion, appuyé des pièces de dépenses. Ce compte sera apuré par la Députation, un exemplaire en sera renvoyé à l'Administrateur pour sa décharge, et l'autre sera déposé aux archives du gouvernement provincial avec les pièces à l'appui.

ART. 10.

Si par une cause quelconque, les dispositions qui précèdent venaient à devoir cesser, la situation de chaque ville et commune sera établie conformément à l'art. 6. Des mesures seront prises pour faire acquitter le déficit des communes en débet, et assurer aux autres le prompt remboursement de leurs avances.

ART. 11.

La présente sera insérée au Mémorial administratif.

Fait à Luxembourg, les jour, mois et an que dessus.

La Députation des États,
WILLMAR, Président.
Par la Députation,
GELLÉ, *Greffier*.

(*Suivent les Modèles.*)

quittirten Mandate werden bei dem Verwalter gegen Anweisungen ausgetauscht, welche von den Agenten des General-Kassirers des Staats zahlbar sind.

Art. 8.

Was das Abonnement auf das offizielle Journal betrifft, soll das Bezahlungs-Mandat im Namen des Greffiers der Stände ausgefertigt werden, welcher, anstatt die Gelder zu beziehen, einen Empfangschein des Agenten des General-Kassirers nehmen wird, um Sr. Exz. dem Staats-Sekretair, in Gemäßheit der, in dem Eingang visirten Instruktion zugeschickt zu werden.

Art. 9.

Ist die Comptabilität eines Jahrs definitif geschlossen, soll der Verwalter des Schatzes die Rechnung über seine Führung, nebst den Ausgabe-Belegen doppelt vorlegen. Diese Rechnung wird von der Deputation abgeschlossen werden; ein Exemplar derselben wird dem Verwalter zu seiner Entladung wieder zurückgeschickt werden, und das andere in den Archiven des Provinzial-Gouvernements nebst den Belegschriften hinterlegt bleiben.

Art. 10.

Sollten die vorhergehenden Verfügungen wegen irgend einer Ursache ihre Vollziehung nicht mehr erhalten, wird die Lage jeder Stadt und Gemeinde, in Gemäßheit des 6ten Artikels, festgesetzt werden. Es werden Maßregeln getroffen werden, um die Bezahlung der Summen, welche die Gemeinden schuldig sind, und die Rückerstattung der Vorschüsse, die andere gemacht haben könnten, zuzusichern.

Art. 11.

Die gegenwärtige Verordnung soll in das Verwaltungs-Memorial eingerückt werden.

Geschehen zu Lützemburg, den Tag, Monat und Jahr, wie oben.

Die Deputation der Stände,
Willmar, Präsident.
Durch die Deputation,
Gelle, Greffier.

(Folgen die Muster.)

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

N°. 1.

BORDEREAU DE VERSEMENT

pour fonds de dépenses communales, exercice 18

Art. 3 de l'ordonnance des États Députés du 22 novembre 1825.

(*a*) Receveur communal de

a versé la somme de florins, suivant récépissé du 182 , n°. , délivré par l'Agent du caissier général de l'État à

Fait à le 18

(*Signature.*)

(*a*) Nom du Receveur.

N°. 1.

Nachweise der Einschüsse von Geldern für Communal-Ausgaben des Jahrs 182

Art. 3 der Verordnung der deputirten Stände vom 22 November 1825.

(a) , Communal-Empfänger von hat die Summe von Gulden, nach dem Empfangschein vom 182 , N°. , welcher von dem Agenten des General-Kassirers des Staats zu ausgefertigt worden ist, versirt.

Geschehen zu den 182

(Unterschrift.)

a) Namen des Empfängers.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

N°. 2.

Article 3 de l'ordonnance des États Députés du 22 novembre 1825.

Le sieur Receveur de notre ville (commune), nous a remis à l'instant avec le bordereau présent, un récépissé du 18 , n°. , délivré par l'Agent de et constatant le versement d'une somme de florins, pour fonds de dépenses communales, exercice 18

A le 18

Le Bourgmestre,

N°. 2.

Art. 3 der Verordnung der deputirten Stände vom 22 November 1825.

Der Herr Empfänger unserer Stadt (Gemeinde), hat uns so eben, nebst der vorgeschriebenen Nachweise, einen Empfangschein vom 182 , N°. , eingehändigt, welcher von dem Agenten von ausgefertigt worden ist, und der den Einschuß einer Summe von Gulden, für Communal-Ausgaben des Jahrs 182 darthut.

Zu den 182

Der Bürgermeister,

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

ÉTAT APPROXIMATIF des Sommes à payer en 1826 par les Villes et Communes du Grand-Duché de Luxembourg, pour les diverses Dépenses mentionnées à l'art. 1^er^ de l'ordonnance des États députés du 22 novembre 1825.

Annäherndes Verzeichniß der Summen, welche die Städte und Gemeinden des Groß-Herzogthums Lützemburg für die verschiedenen, im 1sten Artikel der Verordnung der deputirten Stände vom 22 November 1825, gemeldten Ausgaben im Jahr 1826 zu bezahlen haben.

NOMS DES COMMUNES. — Namen der Gemeinden.	SOMMES à PAYER. — Summen, die sie zu bezahlen haben.	NOMS DES COMMUNES. — Namen der Gemeinden.	SOMMES à PAYER. — Summen, die sie zu bezahlen haben.
VILLES.			
Arlon.	190	Laroche.	90
Bastogne.	150	Luxembourg.	680
Bouillon.	120	Marche.	255
Chiny.	85	Neuf-Château.	140
Diekirch.	125	Remich.	100
Durbuy.	40	St.-Hubert.	140
Echternach.	160	Vianden.	125
Grevenmacher.	110	Virton.	160
Houffalize.	80	Wiltz.	210
			2,960
COMMUNES RURALES.			
DISTRICT D'ARLON.			
Attert.	130	Clemency.	70
Aubange.	75	Ell.	80
Autelbas.	75	Folschette.	80
Bascharage.	85	Garnich.	65
Beckerich.	100	Grosbous.	70
Betborn.	80	Guirsch.	50
Bigonville.	90	Habergy.	65
Bonnert.	65	Hachy.	115

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à PAYER.	NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à PAYER.
Halanzy.	95	Rachecourt.	80
Heinsch.	150	Redange.	100
Hobscheid.	110	Sæul.	55
Hondelange.	75	Steinfort.	110
Martelange.	80	Thiaumont.	120
Messancy.	125	Tœrnich.	70
Nobressart.	110	Useldange.	85
Perle.	70	Vichten.	55
Pétange.	70	Wahl.	75
			2,930

DISTRICT DE BASTOGNE.

Amberloup.	60	Longvilly.	60
Arbrefontaine.	55	Mabompré.	65
Beho.	85	Mont.	75
Bertogne.	60	Montleban.	60
Bihain.	75	Morhet.	50
Boulaide.	75	Nives.	70
Bovigny.	85	Noville.	70
Chèrain.	70	Sibret.	60
Fauvillers.	80	Tailles. (Les)	50
Flamierge.	75	Tavigny.	80
Grand-Halleux.	95	Tillet.	70
Harlange.	120	Tintange.	50
Hollange.	55	Vielsalm.	195
Hompré.	65	Villers-la-bonne-eau	50
Limerlé.	80	Wardin.	85
Longchamps.	75	Wibrin.	90
			2,390

DISTRICT DE DIEKIRCH.

Alscheid.	50	Ermsdorf.	75
Asselborn.	80	Esch-sur-la-Sure.	80
Basbellain.	140	Eschdorf.	90
Bettendorf.	195	Eschweiler.	65
Bœvange.	80	Ettelbruck.	235
Bourscheid.	115	Feulen.	125
Clervaux.	120	Fouhren.	90
Consthum.	55	Gœsdorf.	80

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à PAYER.	NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à PAYER.
Hachiville.	55	Munshausen.	65
Heiderscheid.	65	Oberwampach.	75
Heinerscheid.	85	Reisdorf.	60
Hoscheid.	95	Stolzembourg.	55
Hosingen.	140	Weiswampach.	95
Mecher.	85	Wilwerwiltz.	65
Medernach.	80	Winseler.	80
			2,775

DISTRICT DE GREVENMACHER.

Beaufort.	105	Manternach.	90
Bech.	75	Mertert.	75
Berdorf.	75	Mompach.	75
Betzdorf.	100	Mondorf.	100
Biver.	75	Remerschen.	100
Born.	60	Rodenbourg.	70
Bous.	100	Rosport.	90
Burmerange.	65	Stadbredimus.	135
Consdorf.	115	Waldbillig.	115
Dalheim.	100	Waldbredimus.	65
Flaxweiler.	115	Wellenstein.	110
Lenningen.	90	Wormeldange.	140
			2,240

DISTRICT DE LUXEMBOURG.

Berg.	70	Hesperange.	105
Bertrange.	110	Hollerich.	90
Bettembourg.	85	Junglinster.	115
Bissen.	85	Kayl.	100
Bœvange.	85	Kehlen.	150
Contern.	80	Kœrich.	90
Differdange.	175	Larochette.	100
Dippach.	80	Lintgen.	90
Dudelange.	105	Lorentzweiler.	95
Eich.	265	Mamer.	90
Esch-sur-l'Alzette.	120	Mersch.	160
Fischbach.	75	Mondercange.	85
Frisange.	85	Niederanven.	115
Heffingen.	95	Nomeren.	80

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à PAYER.	NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à PAYER.
Reckange.	80	Sept-Fontaines.	90
Rœser.	85	Steinsel.	115
Sandweiler.	65	Tuntingen.	80
Sanem.	100	Weiler-la-Tour.	70
Schuttrange.	75		3,740

DISTRICT DE MARCHE.

Amonines.	45	Hodister.	115
Aye.	65	Hotton.	95
Bande.	60	Humain.	50
Barvaux.	85	Izier.	50
Beausaint.	65	Malempré.	50
Beffe.	45	Marcourt.	75
Bende.	45	Marenne.	150
Bérismenil.	45	Masbourg.	60
Bomal.	95	Mormont.	85
Borlon.	50	My.	50
Champlon (Ard.)	55	Nassogne.	90
Dochamps.	70	Odeigne.	55
Erézée.	75	On.	50
Erneuville.	55	Ortho.	75
Forrière.	65	Petite-Somme.	50
Grandhan.	60	Rendeux.	85
Grandmenil.	60	Roy.	70
Grune.	130	Samrée.	45
Halleux.	40	Soy.	90
Hampteau.	60	Thenneville.	65
Hargimont.	50	Tohogne.	85
Harre.	70	Vaux-Chavanne.	50
Harzin.	50	Villers-Ste Gertrude	50
Heyd.	60	Waha.	145
Hives.	45	Wéris.	80
			3,410

DISTRICT DE NEUF-CHATEAU.

Anlier.	95	Awenne.	75
Anloy.	70	Bertrix.	105
Arville.	65	Bras.	70
Assenois.	80	Chanly.	80

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION LUXEMBOURG

NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à PAYER.	NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à PAYER.
Corbion.	100	Orgeo.	130
Cugnon.	70	Paliseul.	80
Daverdisse.	45	Porcheresse.	50
Fays-les-Veneurs.	65	Recogne.	65
Freux.	60	Redu.	55
Hamipré.	65	Remagne.	80
Hatrival.	60	Ste.-Marie (N.).	65
Haut-Fays.	85	St.-Medard.	55
Herbeumont.	70	St.-Pierre.	75
Jehonville.	80	Sensenruth.	100
Juseret.	80	Sohier.	55
Lavacherie.	65	Straimont.	140
Léglise.	75	Sugny.	130
Libin.	85	Tellin.	65
Lomprez.	60	Tournay.	75
Longlier.	135	Transinne.	95
Mellier.	65	Vesqueville.	45
Moircy.	55	Villance.	75
Noirefontaine.	95	Witry.	65
Ochamps.	70	Vivy.	70
Offagne.	55	Wellin.	65
Opont.	50		3,865

DISTRICT DE VIRTON.

Bellefontaine.	100	Lamorteau.	85
Bleid.	80	Latour.	60
Bulles. (Les)	60	Meix-devt.-Virton.	70
Chassepierre.	75	Muno.	135
Chatillon.	60	Musson.	105
Dampicourt.	85	Mussy-la-Ville.	75
Etalle.	180	Rossignol.	65
Ethe.	85	Ruette.	75
Florenville.	165	Rulles.	95
Gérouville.	95	Ste.-Cécile.	90
Habay-la-Neuve.	110	Ste.-Marie (Etalle).	70
Habay-la-Vieille.	80	St.-Léger.	120
Izel.	115	St.-Mard.	75
Jamoigne.	90	Termes.	50
Lacuisine.	55	Tintigny.	150

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à PAYER.	NOMS DES COMMUNES.	SOMMES à PAYER.
Vance.	145	Villers-la-Loue.	90
Villers-dev^{t}-Orval.	70	Villers-sur-Semois.	60
			3,120

RÉCAPITULATION.

Villes	2,960
District d'Arlon.	2,930
— de Bastogne	2,390
— de Diekirch	2,775
— de Grevenmacher	2,240
— de Luxembourg	3,740
— de Marche	3,410
— de Neuf-Château	3,865
— de Virton.	3,120
TOTAL GÉNÉRAL. . .	27,430

Arrêté à Luxembourg, le 22 novembre 1825, en exécution de l'art. 1er. de notre ordonnance du 22 de ce mois.

La Députation des Etats,
WILLMAR, *Président.*
Par la Députation,
GELLÉ, *Greffier.*

Festgesetzt zu Lützemburg, den 22sten November 1825, zu Folge des 1sten Artikels unserer Verordnung vom 22sten dieses Monats.

Die Deputation der Stände,
Willmar, Präsident.
Durch die Deputation,
Gelle, Greffier.